

**Projet de loi de modernisation des professions judiciaires
et juridiques réglementées**

Mardi 15 mars 2011 – Assemblée nationale

Monsieur le Président,
Monsieur le rapporteur,
Mesdames, Messieurs les députés,

Adapter les professions du droit aux évolutions économiques et sociales est indispensable au bon fonctionnement de la justice : ce constat a motivé les propositions du rapport de la commission, présidée par Maître Darrois, remis au Président de la République ; il inspire les dispositions soumises aujourd'hui à votre examen. Les grandes innovations de ce texte apportent des réponses adaptées, pour moderniser les professions et leur permettre de relever les nouveaux défis de la compétitivité, internationale notamment.

Je sais que vous en êtes convaincus, car excepté quelques points mineurs encore en discussion, les grandes orientations du projet font l'objet d'un consensus entre vos assemblées. Et alors que s'engage la seconde lecture du texte dans l'hémicycle, je veux saluer le travail et les débats parlementaires qui ont déjà considérablement enrichi le projet. La réforme ouvre de plus importantes perspectives aux professions judiciaires et juridiques réglementées ; et favorise la sécurité juridique de nos concitoyens et leur offre une plus grande lisibilité dans l'offre de ces professions du droit.

Un véritable consensus s'est construit autour des avancées de ce projet. Nous sommes désormais parvenus à une réforme équilibrée, établie dans le respect des accords élaborés avec et entre les professions ; je veux dire toute l'importance d'une réforme concertée dans ce domaine : les évolutions majeures introduites par le projet ne pourraient trouver leur pleine effectivité et même leur pleine pertinence pratique sans, ou contre, l'avis des professions concernées. C'est bien grâce à ce travail

commun et fructueux entre les professions, le Parlement et le gouvernement que nous sommes parvenus à donner toute son ampleur et sa qualité à la réforme.

Les Assemblées sont parvenues à un accord sur les mesures emblématiques du projet ; les points en discussion, comme le soulignait Monsieur le rapporteur, permettront d'affiner encore le dispositif et de lui donner sa pleine portée.

Notre objectif : moderniser l'exercice et les outils des professions tout en respectant la spécificité de chacune d'elle ; nos discussions vont voir aboutir cette réforme très attendue des professionnels et bénéfique pour le fonctionnement de notre justice.

I. Le texte renforce les compétences respectives des professions, leur ouvrant des perspectives nouvelles.

Le texte confère de nouvelles missions aux professions judiciaires et juridiques réglementées, et j'y insiste, avec toujours en visée : le respect des spécificités de chacune de ces professions et le meilleur intérêt du justiciable.

1. Dans un univers juridique et judiciaire complexe, l'intervention des professionnels du droit est une garantie pour les justiciables ; un gage de sécurité juridique et de règlement apaisé des conflits.

- C'est afin d'accroître la sécurité juridique de nos concitoyens que nous avons créé **l'acte contresigné** par un avocat. Je vous sais convaincus des bénéfices de ce nouvel instrument, qui a été votée conforme par vos deux assemblées, tant il est vrai qu'il constitue une avancée majeure pour notre droit. Ce nouvel instrument juridique offre une protection renforcée aux actes sous seing privé : le contreseing atteste, en effet, que les parties ont reçu l'assistance d'un avocat, qui les a pleinement éclairées ; par ce contreseing, l'avocat engage sa responsabilité. C'est un instrument nouveau, qui n'est pas un acte authentique et n'a pas vocation à le remplacer. Mais la signature de l'avocat permet de lever des incertitudes juridiques qui pèsent sur les actes sous-seing privé.

2. Le projet vient consolider le champ d'intervention des professions

Il permet d'introduire ainsi des simplifications, de procédure notamment, et d'accroître la cohérence dans la répartition des compétences entre les professions. L'avancée est de taille qui offre une plus grande lisibilité à nos concitoyens ; et accroît aussi l'attractivité des professions judiciaires et juridiques réglementées. Je ne pourrais citer toutes les avancées de ce projet, tant elles sont nombreuses et concerne tant les avocats, que les notaires, experts-comptables, huissiers etc. toutes ces professions concernées par la réforme. Mais je voudrais insister sur les mesures les plus emblématiques pour ces professions.

- **Ainsi**, outre sa compétence exclusive pour établir des actes contresignés, **l'avocat se voit aussi ouvert la possibilité d'agir en tant que mandataire sportif**, cette disposition introduite par votre assemblée en première lecture et confirmée par le Sénat, étend donc le champ d'activité de l'avocat, tout en établissant l'ensemble des garanties nécessaires à l'exercice de cette profession. Ces dispositions ont été conçues, bien évidemment, dans le respect de l'indépendance et des principes déontologiques propres à la profession d'avocat.
- **Le rôle des notaires est par ailleurs réaffirmé :**

En matière immobilière, la loi consacre le principe selon lequel seul l'acte authentique permet de procéder aux formalités de publicité foncière – ce principe qui était inscrit dans un texte réglementaire est désormais consacré dans le Code civil. Cette affirmation solennelle, qui exclut que ces formalités soient réalisées par un acte sous-seing privé, permet de conférer toute l'autorité nécessaire à ces formalités, constituant ainsi une mesure protectrice et cohérente.

Cette cohérence préside également à l'extension de leur compétence à l'enregistrement des PACS, dès lors que la convention a été passée en la forme authentique. Cette mesure permet de simplifier et d'accélérer les démarches des usagers.

Dans ce même esprit de simplification, le projet de loi confie aux notaires l'établissement des actes de notoriété, si lors de la constitution du dossier de mariage, l'un des époux ne peut produire un acte de naissance. Cette formalité relevait jusqu'à présent relève du juge d'instance, cet allègement facilitera les démarches de nos concitoyens ; tout en la confiant à un officier public.

- **Nos concitoyens ont besoin de lisibilité pour identifier le professionnel en mesure de répondre à son besoin de conseil ou d'assistance.** C'est la raison pour laquelle le texte renforce aussi l'intervention des **experts-comptables**, car il est parfois compliqué pour nos concitoyens de naviguer d'un professionnel à l'autre : **le texte prévoit donc que l'expert-comptable peut assister les personnes physiques dans leurs démarches déclaratives sociales, fiscales et administratives.**

II. Cette modernisation des professions passe aussi par la rénovation des structures

Les professions du droit, qui exercent dans des domaines complémentaires, sont confrontées à la concurrence de leurs homologues étrangers, ou à l'international, ou de nouveaux acteurs.

Dans le respect de chacun des statuts des professions, nous devons enrichir l'offre mise à leur disposition des structures qui leur permettent un exercice professionnel toujours plus efficace, au bénéfice de leurs clients et de nos concitoyens.

1. Dans cette perspective, le projet de loi instaure la possibilité d'une interprofessionnalité capitalistique, qui facilitera le travail en commun, et donnera aux professions les moyens d'une collaboration renforcée.

Le débat parlementaire, au Sénat en particulier, a élargi l'interprofessionnalité capitalistique aux professions du chiffre et aux conseils en propriété industrielle. C'est une bonne chose, l'activité de ces professions sont très souvent complémentaires de celle des avocats, notaires, huissiers. Par l'union de ces forces, elles seront mieux à même de relever le défi de la compétitivité et apporter une aide plus efficace aux particuliers, aux entreprises ; tout en gardant leurs spécificités et leur autonomie, car il n'est pas question d'unifier ces professions, comme il en avait été un temps question, notamment pour la profession d'avocat et les conseils en propriété industrielle. Je sais que c'est aussi la position de votre assemblée.

Ce dispositif correspond à une attente de ces professions du droit et du chiffre, qui se sont d'ailleurs mis d'accord sur ce principe d'interprofessionnalité capitalistique plus ouverte.

2. La profession d'avocat est confrontée plus que tout autre à la concurrence internationale, c'est la raison pour laquelle elle fait l'objet de dispositions spécifique permettant de faciliter l'exercice professionnel.

Leurs structures doivent pouvoir s'ouvrir à l'international : ainsi, et afin d'accompagner l'internationalisation croissante des cabinets d'avocats, des avocats exerçant dans un Etat de l'Union européenne pourront être associés au sein d'une structure française. Il s'agit d'offrir la possibilité aux cabinets ayant des bureaux à l'étranger d'intégrer, parmi leurs associés, des avocats étrangers n'exerçant pas dans la structure mais dans l'un de ses bureaux.

Pour faciliter l'exercice professionnel des avocats, le texte modernise également les règles qui encadrent les sociétés civiles professionnelles, notamment pour supprimer le caractère solidaire de la responsabilité des associés, perçue comme un obstacle au développement des activités des professions libérales, pour y substituer une responsabilité conjointe.

3. Je voudrais évoquer les quelques points de divergences mineurs qui subsistent notamment sur la multipostulation dans les barreaux de Bordeaux et Libourne, et d'Alès et Nîmes.

Ce dispositif a pu susciter des incompréhensions, mais je veux dire que cette mesure a été conçue pour tenir pleinement compte des conséquences de réforme de la carte judiciaire et permettre aux avocats de ces barreaux de redéployer leur activité alors que le ressort des tribunaux de grande instance auquel été rattaché leur barreau a été modifié.

En réalité, un tel dispositif existe déjà en région parisienne, il a donc fait ses preuves et fonctionne harmonieusement.

*

**

Mesdames et messieurs les députés, nous sommes parvenus un équilibre plus que satisfaisant, profitable à la modernisation des professions du droit, et par conséquent bénéfique à l'efficacité de notre système judiciaire. Je sais l'aboutissement de ce texte très proche, et je m'en félicite car des professions juridiques renouvelées sont en mesure d'apporter un soutien et une aide plus efficace à nos concitoyens.